

## Une accusation biaisée dans le respect des procédures ; ouverture de la chasse aux rumeurs.

Le mois s'achève avec la condamnation de Bo Xilai, naguère membre éminent du Comité central, à la prison à vie. Pour le pouvoir, le déroulement du procès montre que le pays est désormais un État de droit. Au lendemain du verdict, la presse en soumet les preuves à notre admiration : il y a eu enquête sur les faits, puis transmission du dossier à la justice, prise en main de l'accusation par un procureur et les audiences publiques du tribunal. On a donc fait comme il fallait, à la différence de tous les précédents cas de corruption ainsi que le fait remarquer benoîtement l'agence Xinhua, qui cite en juillet dernier le cas de l'ancien ministre des Chemins de fer, celui de l'ancien chef de la Commission des biens publics, de l'ancien vice-chef du parti au Sichuan ou encore de l'ancien chef adjoint du Bureau de la planification.

Mieux encore, précise l'agence de presse, les avocats ont pu présenter des éléments de preuve et défendre leur opinion ; ils ont même pu convoquer des témoins et ceux-ci ont été entendus. Enfin les journalistes ont pu assister au procès ainsi que d'autres citoyens. Débats publics, donc mais aussi publication des bases légales de la condamnation et des raisonnements qui ont conduit à cette dernière.

Cette insistance ingénue sur le respect des procédures lors du procès Bo Xilai, comme s'il s'agissait d'un exploit unique en son genre, s'explique peut-être par la nouvelle demande de la Chine à faire partie du Comité des droits de l'Homme des Nations unies au mois de novembre.

Il est heureux qu'après soixante trois ans de parti unique et de tribunaux aux ordres, la justice chinoise annonce un premier pas vers le respect des procédures légales. Mais notre plaisir s'arrête là.

Car les accusations portées contre Bo Xilai sont partielles et détournées. Bo Xilai n'avait pas les mêmes conceptions que le reste du Bureau politique du parti ; il était ambitieux, visait très haut, se moquait des

procédures et drainait habilement tout un courant de mécontents qui voyaient en lui un homme près du peuple et pourfendeur des mafias locales. Bref, il gênait ou menaçait. Mais pour l'écarter, au lieu d'un débat dangereux sur le fond que le parti ne peut se permettre, on le condamne pour corruption. En Russie, Poutine fait de même et, en France autrefois, c'est avec le même chef d'accusation que Robespierre s'en est pris à Danton qui voulait qu'on coupât moins de têtes. Pas de débat sur l'essentiel : selon Reporters sans frontières, une note du département de la Propagande (20 août) enjoint la presse de s'en tenir pour les faits reprochés au dirigeant de Chongqing à ce que rapporte l'agence Xinhua.

Pour être un État de droit, il ne suffit pas de respecter des procédures judiciaires : il faut encore et surtout que les débats soient fondés ; s'il s'agit de controverses politiques, elles n'ont pas besoin de se clore devant les tribunaux. S'il y a prévarications, tous ceux qui les commettent doivent être sanctionnés et pas seulement le gêneur. Les membres du Bureau politique sont riches de tout ce que leur a apporté la distribution généreuse de l'ancien secteur public. En est-il un, parmi les sept membres permanents, qui, devant tout à son seul travail, aurait pu jeter la première pierre à Bo Xilai ?

Le scepticisme quant à la volonté de construire un État de droit se renforce au spectacle des violations continues et répétées des droits que la Constitution prétend garantir. S'attaquer en permanence à la famille de Liu Xiaobo, le prix Nobel emprisonné, ou à celle de Chen Guangcheng, l'avocat autodidacte réfugié aux États-Unis, c'est un déni ouvert et persistant de l'état de droit, dont on se demande si sa raison d'être n'est pas précisément de tester l'inertie occidentale.

La campagne se développe contre les critiques du gouvernement avec l'arrestation de blogueurs célèbres, comme Qin Huohuo et Xue Manzi au mois d'août, et de deux hommes d'affaires, Wang Guoquan

>>>>

et Hua Zong. Selon un discours prononcé le 19 août par le chef du parti Xin Jinping et dont les thèmes sont repris par le président de Xinhua dans un article daté du 4 septembre, il incombe aux médias de guider et de diriger l'opinion publique, de réfuter les analyses étrangères malintentionnées et de faire prévaloir les positions officielles. Le délit de «propagation de fausses rumeurs» est désormais fréquemment invoqué pour justifier les arrestations : le libellé est pratique puisque le pouvoir se réserve le droit de dire si la rumeur est fondée ou s'il s'agit de calomnie. Réprimer les rumeurs, c'est librement réprimer l'expression libre.

Le pouvoir veut jouer sur deux tableaux : d'un côté, admettre le réseau de l'internet et apparaître moderne et libéral en encourageant la dénonciation des malversations ; de l'autre, canaliser ce qui s'exprime sur la toile pour en enlever tout ce qui peut déplaire aux autorités. «Il n'est pas normal qu'un petit groupe de personnes accapare l'opinion publique sans être soumis à réglementation.» (Global Times, 16 septembre)

Mais cette prise en main n'est pas partout possible : à Hongkong, la critique est encore autorisée et l'approche des échéances électorales accroît les tensions. Beijing affecte de voir dans la revendication d'un suffrage universel non truqué l'immixtion des États-Unis et de la Grande-Bretagne, en quête d'une nouvelle «révolution de couleur». Il prévient : «La Chine n'est pas l'Égypte, Hongkong n'est pas le Caire et le mot d'ordre Occupons le Centre (de Hongkong)<sup>1</sup> ne peut aboutir au même résultat qu' Occuper le Caire». Ceux qui rappellent que l'accord signé avec la Grande-Bretagne impliquait l'instauration d'un suffrage universel sont présentés comme des agents rétribués par Londres. Demander des élections libres montre avant tout qu'on appartient au parti de «l'étranger». Pour Beijing, il est évidemment anormal que la communauté internationale s'interroge sur l'avenir du territoire alors que le Bureau de liaison de Hongkong remet de plus en plus ouvertement en cause sa marche théoriquement autonome, considérant qu'il s'agit d'affaires intérieures, en violation du principe Un pays, deux systèmes.

---

<sup>1</sup> Nom du mouvement de désobéissance démocratique dans l'ancienne colonie britannique.

# SOMMAIRE

---

<b>Liberté d'expression et d'information. Contrôle de l'internet.</b> .....	5
<b>Mouvement démocratique et répression. Liberté religieuse.</b> .....	5 - 6
<b>Avocats. Appareil judiciaire. Procès BO XILAI.</b> .....	6 - 7
<b>Condition ouvrière. Conditions de vie. Conflits du travail.</b> .....	7 - 8
<b>Condition paysanne . Évictions foncières. Environnement.</b> .....	8
<b>Minorités ethniques</b> .....	8 - 9
. Question tibétaine	
. Question ouïghoure	
. Question mongole	
<b>Hongkong - Macao</b> .....	9 - 10
<b>Conflits territoriaux</b> .....	10 - 11
<b>Informations diverses</b> .....	11
<b>Sources d'information</b> .....	11
<b>Bibliographie</b> .....	12

*(Les dates figurant en début de rubrique sont celles des faits ; les dates de fin de paragraphe, celles de l'information. Si la date des faits est inconnue, la date de début de rubrique est celle de l'information. Certaines informations parvenues récemment se rapportent à des événements relativement anciens. Les chiffres donnés en euros équivalent au montant en yuan, sur la base 1 euro = 9 yuan)*

## **SURVOL DES MOIS D'ÉTÉ :**

*En place depuis près d'un an, la nouvelle équipe dirigeante ne donne aucun signe de relâche dans la répression des dissidents, le contrôle de l'internet et le monopole de l'information. Un motif d'inculpation fréquemment utilisé est le «rassemblement de foule dans le dessein de troubler l'ordre public» qui permet de s'en prendre à toute réunion qui déplaît.*

L'organisation China Human Rights Defenders a repéré en 2013 et jusqu'au 18 septembre cinquante-huit mises en détention ou disparitions à la suite de réunions et d'activités associatives. Elle donne la liste des victimes, leur date et lieu de détention, les chefs d'accusation sur le site : <http://chrndnet.com/2013/07/individuals-detained-in-crackdown-on-assembly-and-association/>

On citera parmi les faits saillants des mois de juillet et d'août :

- L'inculpation, le 22 août, du juriste et avocat Xu Zhiyong pour «rassemblement de foule dans le dessein de troubler l'ordre public». Il était détenu depuis le 16 juillet. Son avocat, Liu Weiguo, n'avait pu le rencontrer le 18 juillet ; la police avait emmené Liu dans un commissariat villageois pour le battre. Deux militants liés à son Nouveau mouvement des citoyens, Li Huanjun et Sun Desheng ont été incarcérés sous le même chef d'accusation. Ce dernier motif a servi aussi à l'arrestation du militant de l'Anhui Zhang Lin, le 22 août.
- Les motifs d'incarcération de la militante du Jiangxi Liu Ping changent selon les mois. Outre le «rassemblement de foule dans le dessein de troubler l'ordre public», il lui est reproché d'utiliser la religion «pour saper l'application de la loi». Détendue depuis le printemps, Liu Ping souffre d'une maladie d'estomac. Elle s'est plainte au mois d'août d'avoir été battue par ses gardiens.
- Suspension le 17 août du professeur de droit et avocat Zhang Xuezhong (Université de Science politique et de Droit de Shanghai) à la suite d'un article demandant des réformes constitutionnelles et pour ses prises de position favorables à plusieurs détenus politiques.
- Arrestation le 8 août du militant Guo Feixiong de Guangzhou pour «rassemblement de foule dans le dessein de troubler l'ordre public». La police a empêché son avocat de le rencontrer le 21 août au motif que son cas touchait à «la sécurité de l'État».
- La condamnation à mort pour homicide (15 août) du Tibétain Drolma Kyab, accusé d'avoir tué son épouse et maquillé la chose en immolation. Des sources étrangères assurent qu'il s'agissait bien d'un acte volontaire de son épouse.
- La mort en prison clandestine de la pétitionnaire du Hubei Wang Delan (59 ans). Sa famille suspecte une mort sous les coups de ses gardiens, lesquels parlent d'un suicide. Les autorités ont ordonné l'incinération immédiate contre l'avis de ses proches ; elles ont placé en détention des membres de la famille pour garder le silence sur l'affaire.
- Arrestation le 22 juillet de Wu Hongfei, chanteuse de nationalité Dong, écrivaine et journaliste, pour des paroles «créatrices de troubles» figurant sur son site weibo.

## LIBERTÉ D'EXPRESSION ET D'INFORMATION. CONTRÔLE DE L'INTERNET.

- 24 sept.** **La zone franche de Shanghai, qui devait être ouverte le 29 septembre, ne serait pas soumise au contrôle et à la censure** qui frappent Facebook, Twitter et le site internet du New York Times, ainsi que d'autres sites internet de l'étranger traitant de sujets «sensibles». La levée des interdictions est strictement limitée à cette zone franche. Facebook et Twitter sont inutilisables en Chine depuis 2009. Il en va de même de Google (renvoyé avec restrictions sur Google Hongkong) et des courriels g-mail. (*South China Morning Post*, 24 septembre)
- 13 sept.** **Arrestation de l'homme d'affaires et blogueur Wang Gongquan** pour «troubles à l'ordre public». Une pétition sur l'internet demande sa libération. En août, un autre homme d'affaires et blogueur à succès au franc-parler, le sino-américain Xue Manzi, avait été arrêté au prétexte de relations avec une prostituée. Le 15 septembre, Xinhua rapportait qu'il avouait dans sa prison s'être conduit «en irresponsable» et ajoutait que «la liberté de parole ne devait pas bafouer la loi». Le 17 septembre, arrestation de Hua Zong, un homme d'affaires qui exprimait sur l'internet son opinion sur les affaires douteuses qui touchent les autorités. (*Xinhua*, 15 septembre ; B.B.C.)
- 4 sept.** **Une réunion organisée par l'Office d'information de l'internet presse les usagers du réseau de respecter la loi** et les principes éthiques. Cette injonction vise à supprimer les «rumeurs» qui circulent sur la toile, c'est-à-dire les informations incontrôlées, erronées, exagérées ou non autorisées. Les «rumeurs» peuvent être diffusées de manière délibérée ou par inadvertance. (*Xinhua*, 5 septembre)
- 23 août** **Remise en liberté quinze mois avant la date prévue du journaliste Shi Tao.** Il avait été arrêté en 2004 et condamné en 2005 à dix ans de prison pour «divulgaration de secrets d'État à l'étranger». Shi Tao avait reçu en 2005 le Prix international de la liberté de la presse décerné par le Comité de protection des journalistes. (*C.P.J.*, 9 septembre)
- 23 août** **Arrestation à Chongqing de Liu Hu,** journaliste du quotidien Xin Kuaibao de Guangzhou (Guangdong), pour «propagation de fausses rumeurs». Il avait sur son compte weibo invité les autorités à enquêter sur le directeur adjoint de la Chambre de commerce et d'industrie de Chongqing, soupçonné de corruption.

## MOUVEMENT DÉMOCRATIQUE. RÉPRESSION. LIBERTÉ RELIGIEUSE.

- 22 sept.** **Arrestation du cybernaute du Hunan Duan Xiaowen,** pour «création de troubles». Duan a dénoncé sur l'internet des cas de corruption de fonctionnaires à Lengshuijiang (Hunan, des évictions et des destructions de logements. La police a confisqué son ordinateur et fouillé son domicile. (*R.F.A.*, 25 septembre)
- 18 sept.** **Inculpation officielle pour «rassemblement destiné à troubler l'ordre public» du militant Liu Jiakai de Yichang (Hubei).** Il était détenu depuis la fin juillet, en liaison sans doute avec les réunions-débats qu'il avait organisées pour traiter des questions de droit et de justice. En août, on l'accusait «d'inciter à la subversion du pouvoir d'État». Liu Jiakai avait passé deux ans en prison à partir de 2002 pour le même motif. (*C.R.L.W.*, 18 septembre)
- 17 sept.** **Un tribunal de Shanghai (district de Zhabei) a condamné les deux militants des droits civiques Wang Kouma et Wei Qin (F)** à respectivement trente et vingt-sept mois de prison pour «création de troubles». De nombreux militants ont été assignés à domicile pour les empêcher

d'assister au procès. Les journalistes étrangers n'ont pu entrer dans la salle. Le jugement survient après un an d'emprisonnement des deux prévenus. (C.R.L.W., 17 septembre)

**16 sept. Arrestation du militant de Beijing Li Zheng pour «rassemblement destiné à troubler l'ordre public».** Li est un proche de Xu Zhiyong et il a participé aux activités du Nouveau mouvement des citoyens. Il a contribué à montrer l'existence des prisons clandestines, dénoncé l'emploi esclavagiste d'enfants et les discriminations dont sont victimes les ouvriers migrants, notamment quant à l'accès scolaire de leurs enfants.

**14 sept. Les militantes Cao Shunli (de Beijing) et Chen Jianfang (de Shanghai) ont été empêchées juste avant l'embarquement de se rendre en avion à Genève** pour une formation sur la défense des droits de l'Homme organisée par International Service for Human Rights. Les policiers n'ont fourni aucun document pour justifier leur intervention et la destruction des billets de transport.

On est sans nouvelles de Cao Shunli depuis cette date. Elle demandait avec insistance la participation des citoyens à la confection du rapport annuel sur les droits de l'Homme destiné aux Nations unies, prévu pour le 22 octobre. (Weiquanwang, 17-23 septembre)

**13 sept. Arrestation du financier Wang Gongquan,** pour avoir «rassemblé une foule à dessein de troubler l'ordre public». Wang critiquait ouvertement le gouvernement, soutenait le juriste Xu Zhiyong, arrêté le 22 août et le Nouveau mouvement des citoyens créé par ce dernier en 2011. (Weiquanwang, 13 septembre)

**10 sept. Arrestation au Yunnan du militant des droits civiques Bian Min,** fondateur de la Société pour la communication culturelle, pour avoir «faussement relaté le capital enregistré» de son organisation. Deux gérants de cette société avaient été arrêtés auparavant, Su Lin pour le même motif que Bian Min, Hou Peng pour jeu. Ces dernières années, Bian Min avait contribué à des enquêtes sur de graves violations du droit et ces trois mises en détention en sont vraisemblablement la conséquence. (C.H.R.D., 11 septembre)

## AVOCATS. APPAREIL JUDICIAIRE. PROCÈS BO XILAI.

**25 sept. Exécution du vendeur de rue Xia Junfeng,** pour homicide volontaire. Le 16 mai 2009 à Shenyang (Liaoning), il avait résisté à deux policiers de rue qui avaient renversé et détruit son étalage et l'avaient frappé en public avant de le conduire dans un local pour le battre. Il les avait mortellement frappés de son couteau de poche. Pour son avocat Teng Biao, il n'avait porté des coups que pour se défendre et le dossier d'accusation souffrait de graves lacunes. L'exécution a soulevé une grande émotion dans la population, compte tenu de la fréquence des violences et brutalités des policiers de rue.

Le 1er octobre, jour de la fête nationale, tombe juste une semaine après l'exécution, alors que l'esprit du défunt est supposé retourner chez les siens. La presse officielle affirme qu'il n'y a eu qu'une juste application de la loi, comme le montre l'approbation de l'exécution par la Cour suprême. (Initiative for China, Global Times, 25-26 septembre)

**22 sept. Condamnation à la prison à vie pour corruption, escroquerie et abus de pouvoir de Bo Xilai,** ancien secrétaire du Comité municipal du parti à Chongqing et ancien membre du Comité central du parti. Ses biens personnels sont confisqués et il ne jouit plus d'aucuns droits politiques. Les activités incriminées se sont déroulées dans l'agglomération de Chongqing et aussi à Dalian (Liaoning). Le procès s'est déroulé du 22 au 26 août à Jinan (Shandong).

Comme à l'habitude en matière de procès politique au lieu de traiter du fond, l'accusation portait sur des défauts, des ambitions ou des perversités personnelles, avec des dérives familiales (épouse adultère liée au chef de la police et meurtrière d'un agent secret britannique). En condamnant un individu méprisable et de moralité plus que douteuse, le tribunal évite que soient posées devant l'opinion la question des grands choix politiques et de la ligne du parti. Il épargne l'image du P.C.C., qui peut toujours prétendre constituer l'avant-garde politique et morale du pays et le régime en sort indemne puisqu'il ne s'agit que



d'une question de personne. En réalité Bo Xilai passait pour le chef de file d'une ligne néo-maoïste, opposée à la dérive oligarchique et ploutocratique de l'appareil dirigeant et impitoyable dans la lutte contre la corruption, ce qui lui assurait une certaine popularité. L'accusation n'a pas eu trop de mal à montrer que son intégrité était surtout d'image et qu'il n'avait rien d'un incorruptible.

L'influence de Bo Xilai fut assez large. Les disques de chansons rouges et les DVD d'opéras révolutionnaires repris de l'époque maoïste sont encore nombreux dans les librairies musicales, encore que l'on commence à les solder ici et là.

Bo Xilai a fait appel de la décision. Il affirme que le tribunal n'a pas pris en compte ses arguments. Il pense sans doute ne pas rester en prison toute sa vie et espère que son heure viendra si le régime se trouve dans de grandes difficultés. (*Xinhua*, 22 septembre ; *B.B.C.*, *Le Monde*, etc)

**17 sept.** **La campagne de lutte contre les «rumeurs» a conduit à l'arrestation d'un jeune homme de seize ans, Yang Hui**, dans le district Zhangjiachuan de la province du Gansu. Il aurait contesté la relation par la police de la mort d'un gérant de bar le 12 septembre. Selon la version officielle, le gérant se serait précipité dans la vide ; selon Yang, le jeune homme qui rapporte les affirmations de la famille, le mort aurait été frappé lors d'une querelle ; Yang aurait accusé la police de ne pas enquêter sur l'affaire et aurait mis en cause le vice-président d'un tribunal local. Il est sorti de prison après une semaine de détention. (*Weiquanwang*, 24 septembre)

**9 sept.** **La Cour suprême publie un avis selon lequel un texte accusatoire réexpédié plus de cinq cents fois ou lu plus de cinq mille fois peut conduire son auteur en prison pour trois ans** (art.246 (2) de la loi pénale. De même peuvent donner lieu à poursuites judiciaires des courriels incitant à des protestations de masse ou à des affrontements religieux ou raciaux ainsi que des textes qui ternissent l'image du pays ou portent atteinte aux intérêts de la Chine. De telles dispositions relèvent normalement de la loi et auraient dû être prises par l'Assemblée nationale ; elles font écho au mot d'ordre énoncé trois semaines plus tôt par le président du Comité central Xi Jinping sur le renforcement du contrôle de l'internet. (*South China Morning Post*, 16-20 septembre)

**4 sept.** **L'avocat de Beijing Li Fangping a été brutalisé par un policier alors qu'il tentait de rencontrer son client Yang Hailong**, détenu dans un commissariat de Linyi (Shandong) après avoir protesté contre une décision judiciaire. Li Fangping et son confrère Jiang Tianyong voulaient déposer une demande d'entrevue au bureau de la Sécurité de Linyi mais le policier refusa d'enregistrer la demande, frappa l'avocat et lui causa des blessures sérieuses au bras. (*Weiquanwang*, 4 septembre)

**23 août** **Le second tribunal intermédiaire de Beijing refuse de prendre en considération une action intentée par des douzaines de militants contre le ministère des Affaires étrangères.** Les demandeurs voulaient obtenir des informations sur le rapport que le gouvernement chinois entend présenter aux Nations unies sur la situation des droits de l'homme et qui sera examiné en octobre. Le tribunal répond qu'il s'agit là d'un acte diplomatique et qu'en conséquence il est impossible de communiquer des informations en ce domaine. Ainsi les militants des droits de l'homme n'ont pas leur mot à dire sur leur combat et sur les actes de répression qu'ils endurent. (*Weiquanwang*, 2 septembre)

## CONDITION OUVRIÈRE. CONDITIONS DE VIE. CONFLITS DU TRAVAIL.

**17 sept.** **Deux grèves de dockers ont bloqué en septembre les ports de Shekou et de Yantian à Shenzhen** (Guangdong). L'arrêt de travail déclenché le 17 septembre à Shekou s'accompagnait d'une demande de relèvement de salaires de 800 à 1.000 yuan par mois, alors que le niveau moyen des rémunérations est de 1.600 yuan (180 €). Le 26 septembre, les salariés ont accepté un relèvement de 500 yuan.

Le 1 septembre, les grutiers et chargeurs de containers de Yantian avaient lancé le mouvement pour obtenir un relèvement de leurs salaires (en moyenne de 6.000 yuan par mois pour les grutiers). L'accord

du surlendemain a permis d'obtenir 600 ou 700 yuan supplémentaires. (C.L.B., 27 septembre)

**16 sept.** **À la suite de plusieurs accidents survenus ces dernières semaines, le gouvernement annonce un plan trimestriel de contrôle des matériaux explosifs.** Les inspections porteront sur le stockage, le transport, l'emploi et la légalité de l'activité professionnelle. Le 14 septembre, une explosion a fait cinq morts dans la province du Liaoning. Le 10 septembre, à Guangzhou, l'explosion survenue dans un entrepôt a fait huit morts et trente-six blessés. Quatre-vingt-six explosions se sont produites cette année de janvier à juillet. (Xinhua, 16 septembre)

**12 sept.** **Une enquête sur les rémunérations publiée dans le journal de Guangzhou Yangcheng Wanbao chiffre à 2.442 yuan la rémunération moyenne mensuelle** dans les districts centraux de Guangzhou et à 1.718 à Panyu, district de banlieue, - soit respectivement 272 et 190 euros. (C.L.B., 17 septembre)

**6 sept.** **Vingt-quatre organisations du Guangdong ont signé un texte demandant au gouvernement le développement des conventions collectives,** un moindre rôle des bureaux d'emploi et une rationalisation des relations de travail. Les bureaux du travail ne devraient être qu'un dispositif complémentaire d'embauche, l'essentiel devant provenir des discussions collectives. À l'origine de cette requête, le Centre de services pour les ouvriers, situé à Panyu. Créé en 1998, il est la première organisation non gouvernementale formée pour la défense des droits du travail. (C.L.B., 10 septembre)

**31 août** **Une fuite d'ammoniaque dans l'usine Weng's cold storage a tué quinze ouvriers et blessé vingt-cinq salariés.** Les ouvriers n'avaient reçu aucune formation concernant la manipulation de l'ammoniaque et les dispositifs de sécurité.

Les statistiques officielles chiffrent à 71.983 pour 2012 le nombre des décès liés au travail ; et à 336.988 le nombre d'accidents du travail dans l'industrie. (C.L.B., 2 septembre)

## CONDITION PAYSANNE. ÉVICTIONS FONCIÈRES. ENVIRONNEMENT.

**18 sept.** **Selon des statistiques produites lors d'une réunion tenue dans la capitale et concernant la prévention et le contrôle de la pollution de l'air, les minima d'environnement n'étaient pas respectés pendant vingt jours sur trente et un,** dans treize agglomérations observées au mois d'août au Hebei, à Tianjin et à Beijing. La municipalité de la capitale a publié un plan de réduction de la pollution de l'air pour la période 2013-2017. (Xinhua, 19 septembre)

**2 sept.** **Une usine chimique située à Yingcheng, dans l'agglomération de Xiaogan, non loin de Wuhan (Hubei) a déversé de l'ammoniaque dans la rivière Fuhe.** Cent tonnes de poissons morts ont été repêchées sur une quarantaine de kilomètres. Cette pollution frappe sévèrement l'économie des riverains : dans le seul village de Huanghualao, qui relève d'un district de Wuhan, la plupart des deux mille habitants vivent de la pêche qu'ils pratiquent dans le cours de la Fuhe. (Xinhua, 4 septembre)

## MINORITÉS ETHNIQUES.

### QUESTION TIBETAINE

**28 sept.** **Immolation par le feu de Stichung,** dans l'agglomération Gomang Tawa du district de Ngaba. Les Tibétains qui voulaient s'emparer du corps en ont été empêchés par la police. C'est le cent vingt et



unième mort par le feu depuis 2009. (*Phayul, 28 septembre*)

**17 sept. Arrestation dans le district Tawu (préfecture de Kardze) de l'homme d'affaires Richen Dhargay.** Le 15 août à Tawu, il aurait empêché la police d'intervenir après l'immolation par le feu du moine Tsewang Norbu. Il aurait gardé le corps avant les funérailles rituelles. (*Phayul, 17 septembre*)

**9 et 11 sept. Condamnation à emprisonnement de trois moines tibétains du monastère Wonpo de la préfecture autonome Ganzi (Sichuan) :** un an pour Choedar (47 ans, détenu depuis octobre 2012) et quatre ans pour Sonam Gonpo et Sonam Choedar, tous deux âgés de 22 ans et détenus depuis décembre 2012. Ils avaient été appréhendés après le remplacement sur une école du drapeau chinois par un drapeau tibétain. (*Centre tibétain pour les droits de l'homme et la démocratie, 16 septembre*)

**7 sept. La dispute sino-autrichienne entraînée par la venue à Vienne du dalai lam en mai 2012 semble s'achever** avec un accord pour que les deux pandas du zoo de Schönbrunn y restent. Le côté chinois estimait jusqu'alors que le différent justifiait le retour au pays des deux animaux. Il semble se contenter de la réaffirmation autrichienne que le Tibet fait partie du territoire chinois. (*Die Presse, 7 septembre*)

**Condamnation (date non précisée) à cinq ans de prison du chanteur Shawo Tashi** pour avoir distribué en novembre 2012 des photos d'immolation par le feu, avoir diffusé les derniers écrits des suicidés et avoir chanté des chants patriotiques tibétains. (*Centre tibétain pour les droits de l'homme et la démocratie, 29 août*)

## QUESTION OUIGHOURE

**12 sept. Un tribunal de la préfecture de Turpan (Xinjiang) prononce trois condamnations à mort** pour participation à une organisation terroriste et homicide. Un quatrième accusé est condamné à vingt-cinq ans de prison. Une attaque avait fait vingt-quatre morts le 26 juin à Lukqun, agglomération située dans le district de Shanshan.. Les condamnés sont présentés comme des extrémistes religieux. (*Xinhua, 12 septembre*)

**7 août À la veille de la fête de l'Aid, marquant la fin du ramadan, une fusillade a fait trois morts** du côté Ouïghour à la mosquée de Peyshenbe dans le village Aykol de la préfecture Aksu (Xinjiang). On compte douze blessés pour les Ouïghours et dix dans les rangs de la police. Celle-ci déclare que les Ouïghours se livraient à des activités religieuses illégales ; les Ouïghours disent qu'il s'agissait d'une manifestation religieuse normale. (*U.A.A., 14 août 2013*)

## QUESTION MONGOLE

**16 sept. On apprend la détention depuis mai 2013 de six bergers mongols** originaires des villages Bayannur, près de Shinsume dans la bannière Ongniud. Leur arrestation a suivi leur opposition à une expropriation de terres par une compagnie forestière chinoise. Leurs familles n'ont pu les rencontrer depuis leur incarcération. Motif de celle-ci : «sabotage de la production et de la gestion». La compagnie forestière occupait de larges pâturages sans l'accord des éleveurs. Des manifestations en avril 2013 ont tourné à la violence, avec l'hospitalisation d'une douzaine de bergers. (*S.M.H.R.I.C. 16 septembre*)

**4 sept. Au nom de la lutte contre les rumeurs, les autorités chinoises ont arrêté cinquante-deux personnes** accusée de «délibérément susciter des tensions ethniques et d'encourager les masses à défendre leurs intérêts d'une manière radicale (grève d'étudiants et manifestations de protestations)». Ils auraient distribué des informations alarmistes. (*S.M.H.R.I.C. 4 septembre*)

## HONGKONG ET MACAO

- 26 sept.** **Selon le quotidien Wen Wei Po de Hongkong, il n'a jamais été question de suffrage universel** pour désigner le chef de l'exécutif dans la déclaration commune sino-britannique qui a organisé la rétrocession du territoire à la Chine. Les remarques britanniques ou américaines sur ce sujet, avec le souhait d'un «suffrage universel authentique», montrent que les deux pays ont l'intention de réaliser «une révolution de couleur» sur le territoire (allusion à la révolution orange d'Ukraine) et d'installer un chef de l'exécutif qui leur soit favorable. Le quotidien appartient au parti communiste. (B.B.C., 26 septembre)
- 17 sept.** **Le ministre des Affaires étrangères Hong Lei affirme que la Chine ne laissera pas les forces extérieures s'immiscer dans les affaires intérieures** de Hongkong et remettre en cause sa prospérité et sa stabilité. Beijing affirme que les services de renseignement britanniques intensifient leurs activités dans le territoire depuis le transfert de souveraineté de 1997. (Xinhua, 17 septembre)
- 15 sept.** **Début des élections législatives de Macao. Le nouvel organe législatif comprend trente-trois membres dont quatorze élus directement** et douze désignés indirectement, plus sept choisis par l'exécutif du territoire. Ce système assure, comme à Hongkong, une majorité favorable à la ligne politique de Beijing. Le nombre des électeurs inscrits est de 276.037.
- 13 sept.** **Le ministre d'État britannique pour les Affaires étrangères et le Commonwealth affirme dans le Ming Pao et le South China Morning Post de Hongkong que la population du territoire doit avoir le choix réel de son dirigeant en 2017** et que la Grande-Bretagne est disposée à aider en ce sens. Commentaire du chef de l'exécutif local le 15 septembre : «Nous n'avons pas besoin de l'assistance de la Grande-Bretagne pour conduire les réformes». Commentaire du ministère des Affaires étrangères à Beijing : «Le gouvernement exprime son profond mécontentement et son opposition résolue aux remarques britanniques». (B.B.C., Xinhua, 14-16 septembre)

## LES CONFLITS TERRITORIAUX.

### Avec le Japon

- 24 sept.** **Un bâtiment chinois est entré dans la zone économique exclusive du Japon**, à proximité de la préfecture de Kagoshima. Il avait abandonné l'itinéraire prévu. Un tel incident n'était pas survenu dans la zone depuis septembre 2011. (Kyodo, 24 septembre)
- 19 sept.** **Deux bateaux chinois de la garde côtière ont patrouillé aux alentours de l'archipel des Diaoyutai.** L'organisme dont ils dépendent assume depuis juillet les fonctions regroupées de quatre administrations : la gestion des pêches, la surveillance maritime, la tarification douanière et le contrôle des frontières. Le 7 septembre, on comptait un total de cinquante-neuf incursions chinoises dans les eaux contestées de l'archipel, depuis l'achat des îles par l'administration japonaise en septembre 2012. Les sources japonaises donnent un chiffre supérieur (soixante-cinq). (Xinhua, Kyodo, 19 septembre)
- 17 sept.** **Le ministre de la Défense japonais étudie l'éventualité d'abattre les drones chinois** qui entreraient dans l'espace aérien de l'archipel des Senkaku-Diaoyutai. (N.H.K., 17 septembre)
- 14 sept.** **Quatre bâtiments chinois ont patrouillé aux alentours de l'archipel des Diaoyutai.** Ils ont enjoint aux bateaux japonais présents sur la zone de la quitter sans délai. De leur côté, les gardes-côtes nippons ont averti les navires chinois qu'ils ne devaient pas pénétrer dans les eaux japonaises. (Xinhua, 14 septembre ; Kyodo, 15 septembre)
- 9 sept.** **Un drone de l'armée chinoise a survolé l'archipel des Diaoyutai ; l'absence d'identification a provoqué la mobilisation d'avions de combat nippons.** Le lendemain, sept bâtiments chinois ont croisé dans ce que le Japon considère comme ses eaux territoriales. (Kyodo, 10 septembre)

**6 sept.** **Quatre bateaux de gardes-côtes sont entrés dans les eaux de l'archipel Senkaku-Diaoyutai.** Le côté japonais leur a enjoint de quitter la zone mais n'a pas obtenu de réponse. (*Kyodo*, 6 septembre)

## Avec d'autres pays.

**10 sept.** **Plus de quarante mille soldats des régions militaires de Nanjing (Jiangsu) et de Guangzhou (Guangdong) participent à l'exercice Mission Action 2013** avec les flottes de la mer orientale et de la mer du Sud ainsi que des avions de combat et le réseau ferré pour «tester la capacité chinoise d'une réaction rapide dans les circonstances d'une guerre réelle». L'ensemble des opérations se déroulera en trois phases. (*Xinhua*, 9-10 septembre)

**4 sept.** **Le Secrétaire à la Défense des Philippines affirme que la trentaine de blocs de béton repérée le 31 août par avion sur l'îlot Huangyan (Panatag-Scarborough) pourrait annoncer le lancement d'un chantier de construction**, en violation du Code de conduite dans les eaux méridionales signé par les pays riverains. La Chine affirme qu'il n'en est pas question et qu'on ne peut rien construire sur un si petit îlot. (*Philippines Daily*, 3 septembre ; *China Daily*, 5 septembre)

## INFORMATIONS DIVERSES

(Cette rubrique regroupe des informations qui, sans toucher directement aux droits de l'homme stricto sensu, éclairent sur les réalités et les tensions de la société chinoise).

**22-24 sept.** Le chef d'état-major adjoint de l'armée chinoise, Wang Guangzhong, a rencontré à Paris l'amiral Edouard Guillaud, chef d'état-major français. Ces douzièmes entretiens stratégiques ont débouché sur un accord concernant le renforcement de la coopération et l'intensification des échanges entre les deux armées. (*Xinhua*, 24 septembre)

**11 sept.** Le China Labour Bulletin de Hongkong a repéré 183 conflits du travail de juin à août 2013, soit deux fois plus que sur la même période de 2012. Un tiers d'entre eux sont survenus dans la province du Guangdong. La part des conflits survenus dans les grandes entreprises augmente. Cependant le comportement de la police est moins agressif que dans les années précédentes et le nombre des arrestations a diminué. La publication note que l'accroissement des chiffres peut résulter en partie d'un meilleur accès à l'information sur les conflits du travail. (*C.L.B.*, 11 septembre)

**9 sept.** L'indice des prix à la consommation du mois d'août montre une inflation annuelle de 2,6%. Les prix des produits alimentaires ont augmenté de 4,7% ; ceux des autres produits, de 1,5%. (*Xinhua*, 9 septembre)

**26 août** Plus de 19.000 blogs des réseaux Sina et Tencent comptent plus de cent mille abonnés et 3.300 ont plus d'un million de lecteurs. (*Quotidien du peuple*, 27 août)

## SOURCES D'INFORMATION

64tianwang, Agence France-presse, Agence Xinhua, Amnesty International, Apple Daily, Article 19, Aujourd'hui la Chine, B.B.C., Boxun, China Information Center, China Labour Bulletin, Chine-Informations, Chinese Human Rights Defenders, Citizens' radio, Civil Rights & Livelihood Watch, Committee to Protect Journalists, Confédération internationale des syndicats libres, DaJiyuan (La Grande Epoque), Fondation Duihua, Human Rights Campaign in China, Human Rights in China, Information Centre for Human Rights and Democracy, Kaifang, Kyodo News Agency, Laogai Research Foundation, Minsheng GuanCha, Ming Pao, Mirror Books, Molihua, New Century News, Radio France Internationale (émission en chinois), Radio Free Asia, Radio Free China, Reporters sans Frontières, Rights Campaign, S.M.H.R.I.C., South China Morning Post, The Stan-dard, TealeafNation, Tibetan Centre for Human Rights and Democracy, Utopia, WeiQuan Wang, Weiwuerzaixian, Wen Wei Po.

## BIBLIOGRAPHIE

---

**«Flowers of The Country ; Mistreated and Abused». Ongoing Violations of Children's Rights In China**, 33 pp + appendices, 3 septembre 2013.

Le texte analyse les violations des droits de l'enfant observées en Chine, en dépit de la ratification en 1992 de la Convention des droits de l'enfant. Il paraît peu de jours avant l'examen par les Nations unies de la situation chinoise à cet égard (26-27 septembre).

Accessible sur le site .

<http://chrnet.com/2013/09/chr-releases-report-on-rights-of-the-child-in-china-flowers-of-the-country-mistreated-and-abused/>

**Annual Working Conditions Survey. Foreign Correspondent's Club of China**, 5 pp, 11 juillet 2013.

Ce rapport très intéressant, bref, précis et documenté, dénonce la dégradation des conditions de travail des journalistes étrangers et le recours croissant du pouvoir aux menaces et à l'intimidation. Accessible sur le site .

<http://www.cpj.org/blog/2013/07/in-china-foreign-correspondents-see-worsening-cond.php>

**Press Freedom in China Campaign Bulletin. International Federation of Journalists**, 6 pp, 20 septembre 2013.

Ce bulletin court et documenté met en lumière les difficultés rencontrées récemment par les journalistes étrangers dans l'exercice de leur profession. Accessible sur le site .

<http://asiapacific.ifj.org/en/articles/ifj-press-freedom-in-china-campaign-bulletin>

**LES CONFESSIONS DE MAITRE ZHANG. Judith Bout**, 579 pp, septembre 2013. Éditions François Bourin, collection les Moutons noirs, 26 €.

Ce livre résulte d'entretiens avec le grand avocat Zhang Sizhi, une des figures de proue du combat pour l'État de droit et pour l'indépendance de la Justice. Il en relate la vie mouvementée à travers les décennies, de la période antérieure au pouvoir communiste jusqu'à la défense des participants au mouvement démocratique de 1989 en passant par la répression du mouvement «droitier», par la révolution culturelle et par la défense des radicaux (dits «la bande des quatre») en 1980. Rédigé d'une plume alerte et sans langue de bois, il jette une lumière nouvelle et enrichissante sur les réalités du régime chinois et de son système judiciaire.

**Rumors, Suspicion and Hysteria. Urumchi's Han Residents Target Uyghurs in September 2009 Pinprick Attack Scare. Uyghur Human Rights Project**. 48 pp, septembre 2013.

Une enquête sur les tensions et les accusations d'août et septembre 2009, après les heurts sanglants du mois de juillet.

<http://docs.uyghuramerican.org/rumors-suspicion-hysteria.pdf>

**POUR PRENDRE CONTACT**, écrire à :  
communication@ldh-france.org en indiquant en objet de  
votre mail : «Groupe Chine».